

PRECARISATION DE L'EMPLOI EN EUROPE

Avant-propos

Les femmes de l'ACRF veulent promouvoir l'autonomie pour tout un chacun. Mais nous sommes bien conscientes que l'acquisition de l'autonomie sera bien différente suivant que l'on dispose de revenus financiers ou pas. Or, pour la plupart d'entre nous, ceux-ci sont liés au travail. Ne pas en bénéficier est une voie vers la pauvreté. Dans ce cadre, l'ACRF a voulu approfondir le rapport au travail avec l'aide d'Etienne MAYENCE, animateur au CEFOC et aumônier CSC. Cette analyse offre une perspective sur le contexte actuel de la précarisation de l'emploi en Europe.

Introduction

L'article 23 de la déclaration des Droits humains stipule : « Toute personne a droit au travail, à un salaire familial et à la liberté syndicale. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal ». On en est loin. La question d'un emploi décent pour tous n'est pas neuve. Elle est sans doute de toutes les époques, mais a pris un caractère particulier avec l'apparition de la société industrielle¹. Des améliorations très nettes ont été acquises pendant les Golden Sixties ou les trente glorieuses (1950-1980). Mais cette question se pose à nouveau aujourd'hui de façon cruciale et en termes nouveaux. Le sujet est vaste. Je ne proposerai donc pas ici un tableau exhaustif, mais seulement quelques flashes et orientations pour le débat.

La situation de l'emploi en Europe

Rappelons tout d'abord que les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est ont une histoire différente².

1 Dès 1919, au sortir de la première guerre mondiale, l'OIT fut créé en tout premier lieu pour établir des normes de travail minimales à l'échelle internationales. Les divergences concernant les normes du travail et leur application étaient vues comme l'un des causes premiers des tensions et conflits sociaux qui pouvaient favoriser la guerre et les révolutions.

2 En Europe Occidentale, les travailleurs pendant de nombreuses décennies se sont organisés et ont lutté pour une répartition des biens plus équitables, de meilleures conditions de travail, une sécurité sociale plus efficace. L'Etat au fil des années a joué un rôle régulateur.

Les travailleurs des pays de l'Est avaient accès à un emploi, sans doute parfois fictif, à un logement et aux soins de santé gratuits. Mais ils étaient aussi victimes de systèmes totalitaires qui les ont privés de liberté sous prétexte d'apporter le bien-être et le bonheur. Les organisations de travailleurs étaient à la solde du pouvoir en place.

Cependant, depuis la chute du mur de Berlin et le triomphe d'une économie libérale de marché, les conséquences du néolibéralisme sont les mêmes dans tous les pays d'Europe sans doute à des degrés divers. Nous n'avons pas bien entendu la prétention de donner un tableau complet de la situation de l'emploi en Europe. Relevons seulement quelques grands traits de la situation.

- Le **chômage** reste partout massif. Le chiffre officiel du taux de sans emploi en Europe était de 8,1% en 2006, avec des grandes disparités : de 4 % aux Pays-Bas à plus de 14% en Pologne. Mais les statistiques doivent être interprétées avec prudence : les manières de calculer sont différentes d'après chaque pays. Ce taux cache la réalité. Dans la région où j'habite, il atteint 33% de la population active et 45% pour les jeunes. Dans de nombreux pays, sans le dire explicitement, le plein emploi est un objectif abandonné³.

- De nombreux emplois dits « typiques » (temps plein, contrat à durée indéterminée, horaire fixe) disparaissent au profit d'**emplois atypiques** (temps partiels, durée déterminée, horaire flexible)⁴. Des travailleurs peuvent travailler parfois pendant plusieurs années avec des contrats renouvelés de semaine en semaine, quelques heures seulement par semaine. Inutile de dire que ces types de contrats plongent le travailleur dans la plus grande précarité.

- La précarité de l'emploi atteint surtout **les jeunes**. En France, les jeunes doivent attendre en moyenne 11 ans d'activité salariée avant d'avoir un emploi stable. Une jeune enseignante portugaise membre de la J.O.C de son pays témoignait qu'elle avait écrit plus de 200 demandes d'emploi, sans succès et souvent sans réponse.

- **Les femmes** sont aussi particulièrement victimes de la précarisation du travail. Elles doivent souvent se contenter de travail à temps partiel non choisi avec des horaires flexibles..

La situation de la femme dans le monde du travail est relativement nouvelle. Jadis, les femmes constituaient une réserve de main d'œuvre qu'on appelait au travail selon les besoins, qu'on renvoyait ensuite à la maison. Elles étaient d'ailleurs appelées "les immigrées de l'intérieur"! Aujourd'hui, pour diverses raisons, entre autre l'augmentation du niveau de formation des femmes, celles-ci souhaitent exercer une activité professionnelle tout au long d'une carrière.

Les inégalités au travail entre femmes et hommes ne sont pas neuves. Les salaires féminins ont toujours été plus bas que les salaires masculins Dans le secteur privé, ils sont de 20% inférieurs en moyenne en Belgique. Les emplois féminins se sont concentrés dans les secteurs d'exécution, etc. Mais de nouvelles inégalités se sont maintenant ajoutées. Ce sont principalement les femmes qui sont victimes du chômage de longue durée. Ce sont elles qui sont contraintes en priorité d'occuper un travail à temps partiel non-choisi. Le temps partiel est une stratégie voulue par certaines entreprises qui font appel à la main d'œuvre féminine (grands magasins, entreprises de nettoyage). Les horaires sont imposés par les employeurs à des moments où la vie familiale demanderait les parents à la maison (tôt le matin ou tard le soir pour le nettoyage, le soir ou la WE pour les grands magasins).

Si elles sont seules, les femmes se retrouvent dans une situation de grande précarité. Cette situation est de plus en plus fréquente, le nombre de familles mono-parentales étant en augmentation constante. Dans certains secteurs surtout occupés par des femmes, comme les services de nettoyage, la distribution, le télé-travail, les conditions de travail sont de plus en plus précaires. Par le fait qu'elles occupent souvent du travail à temps partiel, les femmes sont aussi dans certains pays exclues d'une série d'avantages dont peuvent profiter les travailleurs à temps plein : formation, allocation de chômage en cas de perte d'emploi, etc...Des mouvements de droite et d'extrême droite font campagne pour qu'elles laissent l'emploi aux hommes et qu'elles se consacrent à leur foyer

³ On dira que certains travailleurs sont devenus « inemployables ». On parlera, comme en Allemagne par exemple, non plus d'un travail mais d'un revenu pour tous, appelé aussi dans certains pays « allocation universelle ». Cette proposition est un leurre : elle aurait pour conséquence d'accepter qu'une partie de la population reste au bord de la route.

⁴ Si les statistiques nous disent que le chômage en Europe a diminué de 1% entre 2004 et 2006, c'est en fait en raison de la création de ces emplois dits « atypiques ».

Quelques situations parmi bien d'autres :

Dans un *call center* de vente par téléphone en Allemagne, le personnel, surtout féminin, à bas salaire, doit assurer un appel par minute. Les jeunes immigrées, en Espagne, employées dans le travail domestique reçoivent un salaire en dessous des normes légales, pour un nombre de travail incontrôlé. Dans la restauration en Belgique, des femmes occupées à temps partiel, dans des contrats renouvelés de semaine en semaine, sans couverture sociale, doivent effectuer de nombreuses heures au noir. Dans des hypermarchés en France, une caissière peut manipuler jusqu'à trois tonnes de marchandises par jour et répéter 9.000 fois un mouvement de rotation de la tête...!

Les femmes du monde du travail se retrouvent en tension entre deux pôles. Leur rôle déterminé par les stéréotypes de femmes soumises et confinées dans la sphère privée et familiale d'une part et d'autre part, leur entrée massive dans un monde du travail dérégulé sous l'effet d'un néo-libéralisme impitoyable. Cette tension demeure très vive malgré les combats persévérants des mouvements féministes,

- Le **salaire minimum** reste souvent très bas, insuffisant pour une vie digne, en raison de la hausse du coût de la vie et particulièrement de l'énergie et des loyers. En Roumanie, le salaire minimum dans les entreprises publiques est de 115 € par mois. Dans de nombreux pays, apparaissent les travailleurs pauvres⁵.

- Les **conditions de travail**, sous le prétexte de la compétitivité, se dégradent. Certes les travaux lourds ont été allégés par la mécanisation. Mais le stress et le harcèlement sont en augmentation. Il y a apparition de nouvelles maladies, par exemple des maladies musculosquelettiques. L'insécurité au travail reste forte. Les décès par accident professionnel restent nombreux. Les suicides ne sont pas rares dans les entreprises. Plusieurs suicides de travailleurs de chez Renault au sein même de l'entreprise ont révélé au grand jour la pénibilité du travail⁶. Les cadres ne sont pas épargnés.

Ce tableau peut paraître bien noir. Il y a certes bien des emplois décents, où le travailleur trouve sens et épanouissement. Mais le processus qui est engagé est inquiétant.

En même temps, des salaires indécentes sont proposés aux patrons des grandes entreprises multinationales. Des sommes fabuleuses, baptisés « parachutes dorés », sont octroyées aux grands patrons parfois remerciés pour leur gestion discutable⁷.

Il ne faut pas oublier le Sud de la Planète. En Afrique : de 60 à 80% du travail est un travail informel. En Amérique latine : de 40 à 60%. En Asie : 50% ! Plus de 250.000 enfants sont engagés dans des emplois mal rémunérés. Les organisations des travailleurs sont parfois interdites ou menacées. En Guinée Konakri, les syndicats ont mené une action pour que la population puisse acquérir de la nourriture. La répression a fait 125 morts. En Colombie, 250 syndicalistes ont été assassinés.

Les causes

⁵ Il y a quelques années, lors d'actions revendicatives de SDF (sans domicile fixe) Dominique de Villepin, alors premier ministre français, a suggéré que des logements sociaux soient accordés en priorité aux SDF qui ont un emploi ... !

⁶ « Le suicide est l'aboutissement d'un processus de délitement du tissu social qui structure le monde du travail », écrit Christophe Dejourn, psychiatre, spécialiste de la médecine du travail. « La multiplication de ces drames en entreprise est un signal d'alarme inquiétant ».

⁷ Aux USA, les patrons des 500 plus grandes entreprises ont gagné en 2005 une moyenne de 10 millions de dollars. Antione Zacharias, ex-président de Vinci a gagné en un an 170 millions d'euros ! Au dernier salon de Francfort, la voiture la plus chère du monde, une Lamborghini de 1 million d'euros a été présentée. Toute la production prévue était déjà achetée !

Ce monde brisé n'est pas le fruit du hasard. Les deux siècles précédents ont vu se mettre en place, particulièrement en Europe Occidentale, un mouvement ouvrier qui a pu lentement jouer le rôle de contre-pouvoir. L'Etat a alors petit à petit tenu le rôle d'arbitre entre les partenaires sociaux. Des combats multiples et persévérants ont permis une meilleure répartition de l'argent, un travail plus digne, un salaire plus décent, une sécurité sociale plus performante. Certes, on était loin encore du paradis, mais la situation du monde du travail s'améliorait sensiblement. De 1950 à 1980, les écarts entre les riches et les pauvres se sont réduits.

Aujourd'hui, dans une économie mondialisée, le marché sans balises occupe seul la scène de l'histoire. Le pouvoir des Etats est devenu fragile. Les grandes institutions mondiales comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce sont trop souvent au service des grandes entreprises multinationales. L'ONU n'est guère en mesure de jouer l'indispensable rôle de régulateur. Le capitalisme sauvage du 19^e siècle est de retour.

C'est partout que se creusent les écarts entre riches et pauvres. Entre le Nord et le Sud. Mais aussi dans le Sud où apparaissent les nouveaux milliardaires, et dans le Nord où la précarité atteint de plus en plus de monde. Le mouvement ouvrier et la société civile tentent difficilement de jouer l'indispensable rôle de contre-pouvoir pour une plus juste répartition des richesses.

Une pauvreté humiliante côtoie une richesse provocante. Notre planète devient explosive. On veut nous faire croire que nous sommes entrés dans une troisième guerre mondiale : la guerre contre le terrorisme. La seule guerre qu'il nous faut mener d'urgence n'est-elle pas plutôt la guerre contre la misère ?

Les gouvernements de tous les pays prétendent prendre comme objectif premier de leur politique : un emploi digne pour tous. Mais les mesures prises ne sont pas à la hauteur des ambitions

- divers systèmes sont mis en place pour mettre les jeunes au travail. Mais ces emplois souvent subventionnés sont des emplois à durée déterminée qui conduisent à nouveau au non-emploi
- le thème de la flexicurité, mis à l'honneur et avec un quelque succès dans certains pays nordiques, est prôné pour en fait faire accepter la flexibilité mais dans les faits sans la sécurité d'emploi.

Résistances

Les difficultés de réagir sont très fortes. Les modes traditionnels d'actions se révèlent souvent inefficaces. L'idéologie néo-libérale domine. On parle de mondialisation. Il faut en fait parler de capitalisme mondialisé. Les fondements du capitalisme restent : l'expansion transfrontalière, l'accumulation du capital et la concentration du pouvoir. Il s'agit certes d'un défi énorme et sans aucun doute un combat de longue durée.

Face à la globalisation économique, une contre-pouvoir efficace doit se mettre en place. Des pas sont faits dans cette direction. Les organisations syndicales, qui ont tardé à se rendre compte de la nature des changements s'unifient pour contrer le néolibéralisme. Dès 1973, s'est créée la CES (Confédération Européenne des Syndicats) qui regroupe tous les syndicats européens. En 2006, un pas nouveau a été franchi avec la création de la CSI, la Confédération Syndicale Internationale, unifiant la CISL et la CMT ainsi que d'autres syndicats nationaux. Mais l'action internationale des syndicats reste difficile. Il ne leur est pas facile de situer leur action dans un cadre européen. La solidarité avec le Sud de la planète est aussi pleine d'obstacles.

De leur côté, les ONG prennent de plus en plus part à la lutte pour la construction d'une alternative pour le travail décent. Partout sur la planète, des groupes, des organisations, des mouvements militent pour un « autre monde possible ». Les Forum sociaux sont des essais importants de création d'un nouveau rapport de forces mondial. Avec leurs richesses et leurs limites, ces forums sociaux sont un pas supplémentaire dans cette construction d'un contre-pouvoir. Depuis quelques années, ils sont des lieux où se réalise l'indispensable rencontre entre organisations syndicales, ONG nationales ou internationales.

La réduction du temps de travail est une vieille revendication du mouvement ouvrier. L'exigence des 3x 8 (huit heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil) a longtemps paru une revendication utopique. Le combat pour la réduction du temps de travail est régulièrement repris par les organisations ouvrières et des mouvements sociaux. Elle est combattue de façon agressive par le patronat qui veut au contraire l'augmentation de la possibilité d'heures supplémentaires et le recul de l'âge de la pension. Une société juste offrant un emploi décent pour tous exige sans doute au contraire une redistribution du temps de travail, mais aussi une redistribution des revenus, non seulement du travail mais aussi du capital.

Etienne Mayence
emayence@online.be

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

